

Kampala, Ouganda, 21 février (Infosplusgabon) - L'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, mardi, de nouvelles mesures pour soutenir le programme ougandais pour les réfugiés, dont une vaste campagne de vérification des données biométriques.

"Nous prenons avec extrême sérieux les derniers développements en Ouganda. Le programme à l'intention des réfugiés dans ce pays est d'une importance primordiale, étant donné le niveau d'urgence et le rôle de modèle joué par l'Ouganda dans l'accueil et la prise en charge de tant de personnes en quête d'une protection internationale", a déclaré le Haut-Commissaire-adjoint pour les opérations du HCR, George Okoth-Obbo.

"Le 1er mars, en soutien au gouvernement ougandais, nous allons avec nos partenaires lancer une vaste campagne de vérification des données biométriques de tous les réfugiés en Ouganda. Ce processus national de vérification et de ré-inscription sera déterminant pour aider le gouvernement à corriger les erreurs dans les informations sur les réfugiés", a ajouté M. Okoth-Obbo.

Le communiqué du HCR, ce mardi, indique que le personnel a déjà été déployé, avec les équipes d'urgence partenaires, pour démarrer l'opération. Au total, plus de 400 agents vont recenser les réfugiés.

Cette campagne de vérification des données doit s'achever en septembre 2018 - avec l'introduction de contrôles biométriques au niveau des sites de distribution de vivres. Le système biométrique éprouvé du HCR a déjà été utilisé dans 48 pays à travers le monde et a aidé à recenser 4,4 millions de réfugiés.

Parallèlement, le bureau indépendant de l'inspecteur général du HCR poursuit rigoureusement sa propre surveillance et maintient ses mesures, telles que les enquêtes sur plusieurs allégations sérieuses reçues en 2017 sur des détournements de carburant, une accusation d'exploitation et d'abus sexuels, l'attribution irrégulière de l'acheminement d'eau par camion-citerne et de fraude dans l'achat et la distribution de vivres.

L'Ouganda a ouvert une enquête en janvier après que des informations reçues par le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont fait état de faits de corruption et fautes graves présumées de la part de responsables du gouvernement impliqués dans l'assistance aux réfugiés.

"Je veux être très clair : les allégations rapportés jusqu'ici ne concernent pas seulement le HCR. Nos investigations visent à appuyer l'enquête lancée récemment par le Premier ministre ougandais pour lutter contre la corruption et les fautes graves de ses responsables", a déclaré M. Okoth-Obbo.

"Au HCR, nous appliquons une politique de tolérance zéro pour la mauvaise conduite, les abus

et l'exploitation. Chaque dénonciation ou allégation fait l'objet d'une enquête complète", a insisté M. Okoth-Obbo.

Les allégations concernant d'autres agences de l'ONU ou des partenaires opérationnels ont été transmises aux organisations respectives pour des enquêtes internes et celles concernant des agents ou des entités du gouvernement ont été transmises aux autorités ougandaises. Le HCR suit étroitement l'aboutissement de ces enquêtes et collabore étroitement avec les autorités ougandaises et les autres partenaires.

Le HCR renforce également sa surveillance et sa supervision pour empêcher que ce genre de faits se reproduisent, y compris par le déploiement de davantage de personnel qualifié pour aider à mettre en place des garde-fous supplémentaires.

Ces nouvelles mesures sont mises en oeuvre alors que le mandat du représentant actuel arrive à son terme et qu'un remplaçant plus expérimenté va arriver.

"Tout au long de son séjour en Ouganda, M. Bornwell Kantande a fait preuve d'un engagement profond, en lançant l'opération du HCR dans un contexte particulièrement difficile caractérisé par des arrivées massives de réfugiés, l'Ouganda étant désormais le pays d'Afrique qui compte le plus grand nombre de réfugiés. Après presque trois ans au poste de représentant, il va bientôt partir pour une autre mission et entre temps, je vais continuer à lui apporter tout mon soutien et ma confiance", a déclaré le Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

Filippo Grandi.

L'Ouganda accorde protection à bien plus d'un million de réfugiés, en appliquant une politique de la porte ouverte pour les personnes qui fuient les conflits et les persécutions.

"Il nous faut une réaction forte et collective pour renforcer le programme d'aide aux réfugiés en Ouganda, tout en tirant les leçons de la situation actuelle", a conclu M. Okkoth-Obbo.

FIN/INFOSPLUSGABON/IRT/GABON 2018

© Copyright Infosplusgabon